



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Relevé de conclusions

LUNDI 26 MARS 2018 A **20H00**
Salle des fêtes – Commune de Pisieu

ORDRE DU JOUR

I- FINANCES	5
1. Reprise anticipée des résultats 2017 – budget général	5
2. Budget primitif 2018 – budget général	7
3. Vote des taux.....	8
4. Dotation de solidarité 2018.....	8
II- ENVIRONNEMENT.....	9
5. Reprise anticipée des résultats 2017 – budget annexe de la redevance incitative.....	9
6. Budget primitif 2018 – budget annexe de la redevance incitative.....	11
III- TOURISME	3
7. Camping – règlement intérieur	5
8. Camping – validation du projet de construction logement/accueil – Phase APD	3
IV- ADMINISTRATION GENERALE	12
9. Cinéma – salle de rencontres culturelles : présentation de l’esquisse du projet.....	12
V- ADMINISTRATION GENERALE	12
10. Personnel : avancement de grade	12
VI- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	13
VII- QUESTIONS DIVERSES	14

CONSEIL COMMUNAUTAIRE – LUNDI 26 MARS 2018

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Colette BENISTANT		X			
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE		X			
M. Yannick PAQUE			X		
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN		X			
Mme Annie MONERY		X			
Mme Michelle TARNAUD			X		
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Gilbert PERROT		X			
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X		Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS		X		
M. Philippe ORSINGHER			X		
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme HUGONNARD		X			
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X			
Gilbert MANIN		X			
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU		X		
M. Denis MERLIN		X			
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE		X			
Mme Claude NICAISE	PACT		Pouvoir		
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X		Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE	X			
Bernard COUDERT		X			
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE	X			
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY			X		
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY			X		
M. Axel MONTEYREMARD	ST JULIEN DE L'HERMS	X		Gille SIVIGNON	

Monsieur Jean Luc DURIEUX, Maire de la commune de Pisieu, accueille les membres et laisse la parole à Mr Christian NUCCI, président qui ouvre la séance en sollicitant une minute de silence pour les victimes de l'attentat.

Le Président donne lecture du procès-verbal de la dernière séance (26 février), lequel ne fait l'objet d'aucune observation.

L'ordre du jour est abordé avec une modification dans l'ordre des points.

I- TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

Mireille BOUVIER accueille le maître d'œuvre retenu pour le projet de construction du logement/accueil du camping, lequel projette les plans retenus par la commission tourisme, et faisant l'objet de la phase APD.

1. Camping – validation du projet de construction logement/accueil – Phase APD

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 26 mars 2018/Relevé de conclusions

Vu la délibération du 25 septembre 2017 relative au lancement du projet de construction d'un logement/accueil du camping intercommunal, phase 1 d'un projet de développement de ce dernier,

Vu la décision n°2017-056 relative au choix du maître d'œuvre,

Au vu de l'état d'avancement du dossier, il est désormais proposé de valider l'APD afin d'arrêter notamment le montant définitif prévisionnel des travaux et du montant de rémunération de la maîtrise d'œuvre.

		APD
Surface		132,77 m ²
Coût travaux	Construction neuve	182 050,00 € HT
Aménagements extérieurs		
Frais annexes et ingénierie		
	Maîtrise d'œuvre	17 738,00 € HT
	OPC	
	Contrôleur	1 850,00 € HT
	SPS	1 950,00 € HT
	Mission désamiantage	1 720,00 € HT
	Imprévus	2 892,00 € HT
	Dommage ouvrage	1 800,00 € HT (estimation)
Coût global		210 000,00 € HT

Plan de financement prévisionnel	APD
FSIL (contrat de ruralité)	60 000 € (en attente de validation par l'Etat)
Département CPAI Plaine	76 739,00 € (accordé)
Totales aides	136 739,00 €
A la charge de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire	73 261,00 € (35 %)

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider l'avant-projet détaillé arrêtant le montant définitif du coût prévisionnel des travaux à 182 050,00 € HT et portant le coût de l'opération à 210 000,00 € HT,

Valider le plan de financement tel que présenté,

Autoriser le Président à solliciter les subventions correspondantes,

Fixer conformément à l'article 7.2 du CCP du marché de maîtrise d'œuvre la rémunération de l'architecte pour la construction d'un logement/accueil au camping à 17 738,00 € HT,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Autoriser le Président à signer la demande de permis de construire correspondant au projet,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

2. Camping – règlement intérieur

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu l'arrêté du 17 février 2104 relatif à l'obligation pour les terrains de camping ou de caravanage ainsi que pour les parcs résidentiels de loisirs de disposer d'un modèle de règlement intérieur et d'une notice d'information sur les conditions de location des emplacements à l'année,

Vu le code du Tourisme et les dispositions générales applicables aux campings et caravanages,

Dans le cadre de sa politique d'offre touristique la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est gestionnaire d'un camping intercommunal en régie directe.

Ce terrain de camping et caravanage est destiné à l'accueil de tentes, de caravanes, de résidences mobiles de loisirs. Il est constitué d'emplacements nus ou équipés de l'une de ces installations ainsi que d'équipements communs.

Il fait l'objet d'une exploitation saisonnière et accueille une clientèle qui n'y lit pas domicile.

Conformément l'arrêté du 17 février 2014, il doit disposer d'un règlement intérieur qu'il est proposé d'adopter, celui-ci définissant les modalités de gestion au sein de l'enceinte du camping.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le règlement intérieur du camping tel que annexé,

Préciser que la présente délibération sera annexée au règlement intérieur du camping et affichée à l'entrée de celui-ci,

Autoriser le Président à faire respecter le règlement intérieur et à procéder à son exécution,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

II- FINANCES

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

3. Reprise anticipée des résultats 2017 – budget général

Vu le code général des collectivités territoriales et son article L 2311-5 permettant de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

L'instruction comptable M14 permet une reprise anticipée de résultats de l'exercice N-1, dès le vote du budget primitif N, à condition de justifier ces résultats par :

- Une fiche de calcul du résultat prévisionnel, établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable
- Un état des restes à réaliser au 31 décembre 2017,
- Le compte de gestion, s'il a pu être établi,
- Une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget, produits et visés par le comptable.

La reprise anticipée est possible pour la totalité de la part du résultat excédant la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, et toujours sous la réserve d'une régularisation, dans la plus proche décision modificative suivant le compte administratif, et avant la fin de l'exercice 2018, des éventuels écarts :

- Entre le résultat évalué et le résultat constaté
- Entre le besoin de financement estimé et le besoin de financement constaté.

Il est rappelé que le besoin de financement résulte du cumul du résultat antérieur d'investissement et du solde des restes à réaliser.

Il est donc proposé de reprendre par anticipation le résultat calculé ainsi :

		Exercice 2017 C.CTB	Résultat 2016 C.CTB	Résultat 2017 de la C.CTB	R à R 2017
I	R	4 633 117,50		4 633 117,50	3 904 056,84
	D	5 749 332,10	148 530,84	5 897 862,94	3 403 498,43
	Solde I	- 1 116 214,60	- 148 530,84	- 1 264 745,44	500 558,41
F	R	8 135 798,69	833,52	8 136 632,21	
	D	7 323 803,46		7 323 803,46	
	Solde F	811 995,23	833,52	812 828,75	
SOLDE GLOBAL		- 304 219,37	- 147 697,32	- 451 916,69	

SOLDE AVEC R à R	48 641,72
------------------	-----------

Reprise anticipée 2017	Prévision d'affectation en réserve (compte 1068)	812 828,75 €
	Report en fonctionnement en recettes	0 €

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibération devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif, et en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2018.

Résultat global de la section de fonctionnement 2017	+ 812 828,75
Besoin de financement de la section investissement 2017 estimé :	
- Résultat d'investissement 2017 avant affectation	- 1 264 745,44 €
- Restes à réaliser en dépenses	3 403 498,43 €
- Restes à réaliser en recettes	+ 3 904 056,84 €
Soit un besoin de :	764 187,03 €
Reprise anticipée en réserve en investissement 1068 à inscrire en BP 2018	812 828,75 €
Report en fonctionnement à inscrire au budget primitif 2018 :	0 €

L'ensemble de ces montants sera inscrits dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser. La délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Constater les résultats de l'exercice 2017,

Décider de prévoir d'affecter la somme de 812 828,75 € au compte 1068 en recettes d'investissement et de reporter la somme de 0 € sur la ligne 002 en en recettes de fonctionnement,

Dire qu'il se prononcera après le vote du compte administratif 2017, sur l'affectation en réserve définitive du résultat, afin de couvrir, au minimum, le besoin de financement de la section d'investissement,
Dire que par décision modificative du budget 2018, il procédera à l'inscription du solde d'exécution d'investissement,
Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

4. Budget primitif 2018 – budget général

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2312-1 et suivants,
Vu le projet de budget principal pour l'exercice 2018 transmis avec la convocation au conseil et joint à la présente délibération,

Considérant l'avis favorable du Bureau et de la commission finances du 14 mars 2018,

Il est soumis les propositions suivantes au titre du budget prévisionnel 2018 :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
RECETTES DE L'EXERCICE	7 901 498,00 €
DEPENSE DE L'EXERCICE	7 300 052,00 €
SOLDE EXERCICE	601 446,00 €
AFFECTATION RESULTAT ANTERIEUR	0 €
PRELEVEMENT POUR INVESTISSEMENT	601 446,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	
RECETTES DE L'EXERCICE	8 419 333,25 €
DEPENSE DE L'EXERCICE	8 568 863,00 €
SOLDE EXERCICE	149 529,75 €
RESULTAT ANTERIEUR	- 1 264 745,44 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	812 828,75 €
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	601 446,00 €

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Adopter le budget primitif 2018 de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, arrêté en dépenses et en recettes conformément au tableau susvisé, et dans les documents annexés à la présente délibération,

Autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à cette délibération,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

5. Vote des taux

Vu Le code général des collectivités territoriales,

Après analyse des finances de la collectivité, il est proposé aux membres du conseil, conformément à l'avis du bureau et de la commission finances réunie le 14 mars 2018 de :

- Ne pas modifier le taux des trois taxes (TH / TFB / TFNB) ni la cotisation foncière des entreprises, ce qui correspond pour l'année 2018 à :

Taxes	Taux d'imposition 2017	Taux d'imposition 2018
Habitation	7,70	7,70
Foncière (bâtie)	1,5	1,5
Foncière (non bâtie)	2,65	2,65
CFE	24,49	24,49

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les taux d'imposition pour l'année 2018 comme suit : 7,70 % pour la taxe d'habitation, 1,5% pour la taxe foncière (bâtie), 2,65% pour la taxe foncière (non bâtie) et 24,49 % pour la cotisation foncière des entreprises.

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

6. Dotation de solidarité 2018

Vu la loi du 12 juillet 1999 instaurant la dotation de solidarité communautaire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général des impôts et notamment son article 1609 nonies C,

Afin d'assurer la péréquation de la ressource fiscale au niveau communautaire, la loi du 12 juillet 1999 dite "loi Chevènement", a institué une dotation de solidarité communautaire (D.S.C.).

Selon l'article 1609 nonies C VI, le montant de cette dotation est fixé à chaque exercice par l'assemblée délibérante à la majorité simple avec des critères de répartition identiques pour la globalité des montants alloués aux communes membres.

Le montant de l'enveloppe consacré à la DSC est de : 379 600 €.

Il est proposé la répartition de la dotation de solidarité suivante :

- Répartition des 250 000 € : 50 % réparti proportionnellement à la population et 50 % réparti forfaitairement à égalité par commune selon le tableau suivant.
- Versement de 129 600 € versés à la commune de Beaurepaire au titre de la dotation de solidarité supplémentaire.

Pour information : la population totale est celle qui est donnée par l'INSEE (Population légale 2015 en vigueur au 1^{er} janvier 2018).

COMMUNES	Pop Totale	% pop	Répartition population	répartition forfaitaire	total
	5000	31,87	39841,91	8333,33	48175,24
Bellegarde Poussieu	1006	6,41	8016,19	8333,33	16349,53

Chalon	181	1,17	1442,28	8333,33	9775,61
Cour et Buis	872	5,66	6948,43	8333,33	15281,76
Jarcieu	1044	6,77	8318,99	8333,33	16652,32
Moissieu sur Dolon	712	4,62	5673,49	8333,33	14006,82
Monsteroux-Milieu	805	5,22	6414,55	8333,33	14747,88
Montseveroux	968	6,28	7713,39	8333,33	16046,73
Pact	854	5,54	6805,00	8333,33	15138,33
Pisieu	547	3,55	4358,70	8333,33	12692,04
Pommier de Beaurepaire	725	4,70	5777,08	8333,33	14110,41
Primarette	742	4,81	5912,54	8333,33	14245,87
Revel Tourdan	1080	7,00	8605,85	8333,33	16939,19
St Barthelemy	1002	6,50	7984,32	8333,33	16317,65
St Julien de l'Herms	149	0,97	1187,29	8333,33	9520,62
TOTAL	15 687	100 %	125 000,00	125 000,00	250 000,00

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la mise en place de la dotation de solidarité communautaire pour l'année 2018 selon les critères présentés et selon les montants détaillés ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III- ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Frédéric VINCENT en l'absence de Claude NICAISE absente

7. Reprise anticipée des résultats 2017 – budget annexe de la redevance incitative

Vu le code général des collectivités territoriales et son article L 2311-5 permettant de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

L'instruction comptable M14 permet une reprise anticipée de résultats de l'exercice N-1, dès le vote du budget primitif N, à condition de justifier ces résultats par :

- Une fiche de calcul du résultat prévisionnel, établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable
- Un état des restes à réaliser au 31 décembre 2017,
- Le compte de gestion, s'il a pu être établi,
- Une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget, produits et visés par le comptable.

La reprise anticipée est possible pour la totalité de la part du résultat excédant la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, et toujours sous la réserve d'une régularisation, dans la plus proche décision modificative suivant le compte administratif, et avant la fin de l'exercice 2018, des éventuels écarts :

- Entre le résultat évalué et le résultat constaté
- Entre le besoin de financement estimé et le besoin de financement constaté.

Il est rappelé que le besoin de financement résulte du cumul du résultat antérieur d'investissement et du solde des restes à réaliser.

Il est donc proposé de reprendre par anticipation le résultat calculé ainsi :

		Exercice 2017	Résultat 2016	Résultat 2017	R à R 2017
I	R	45 728,28	267 089,61	312 817,89	-
	D	49 357,48	-	49 357,48	1 320,00
	Solde I	- 3 629,20	267 089,61	263 460,41	1 320,00
F	R	1 644 838,45	144 938,76	1 789 777,21	
	D	1 521 614,59		1 521 614,59	
	Solde F	123 223,86	144 938,76	268 162,62	
SOLDE GLOBAL		119 594,66	412 028,37	531 623,03	

SOLDE AVEC R à R	530 303,03
------------------	------------

Reprise anticipée 2017	Prévision d'affectation en réserve (compte 1068)	0 €
	Report en fonctionnement en recettes	268 162,62 €

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif, et en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2018.

Résultat global de la section de fonctionnement 2017	+ 268 162,62 €
Besoin de financement de la section investissement 2017 estimé :	
- Résultat d'investissement 2017 avant affectation	- +263 460,41 €
- Restes à réaliser en dépenses	1 320,00 €
- Restes à réaliser en recettes	0,00 €
Soit un besoin de :	-262 140,41 €
Reprise anticipée en réserve en investissement 1068 à inscrire en BP 2018	0,00 €
Report en fonctionnement à inscrire au budget primitif 2018 :	268 162,62 €

L'ensemble de ces montants sera inscrits dans le budget primitif-budget annexe de la redevance incitative, ainsi que le détail des restes à réaliser. La délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Constater les résultats de l'exercice 2017 de la redevance incitative,
Décider de prévoir d'affecter la somme de 0 € au compte 1068 en recettes d'investissement et de reporter la somme de 268 162,62 € sur la ligne 002 en recettes de fonctionnement,
Dire qu'il se prononcera après le vote du compte administratif 2017, sur l'affectation en réserve définitive du résultat, afin de couvrir, au minimum, le besoin de financement de la section d'investissement,
Dire que par décision modificative du budget annexe 2018- redevance incitative, il procédera à l'inscription du solde d'exécution d'investissement,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

8. Budget primitif 2018 – budget annexe de la redevance incitative

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2312-1 et suivants,
Vu le projet de budget principal annexe de la redevance incitative pour l'exercice 2018 transmis avec la convocation au conseil et joint à la présente délibération,

Considérant l'avis favorable du Bureau et de la commission finances du 14 mars 2018,

Il est soumis les propositions suivantes au titre du budget prévisionnel annexe de la redevance incitative 2018 :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
RECETTES DE L'EXERCICE	1 596 732,38 €
DEPENSE DE L'EXERCICE	1 864 895,00 €
SOLDE EXERCICE	- 268 162,62 €
AFFECTATION RESULTAT ANTERIEUR	268 162,62 €
PRELEVEMENT POUR INVESTISSEMENT	0 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	
RECETTES DE L'EXERCICE	68 620,59 €
DEPENSE DE L'EXERCICE	332 081,00 €
SOLDE EXERCICE	- 263 460,41 €
RESULTAT ANTERIEUR	263 460,41 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	0 €
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0 €

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Adopter le budget primitif annexe de la redevance incitative 2018 de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, arrêté en dépenses et en recettes conformément au tableau susvisé, et dans les documents annexés à la présente délibération,

Autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à cette délibération,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

9. Cinéma – salle de rencontres culturelles : présentation de l’esquisse du projet

Vu l’état d’avancement du dossier, des esquisses du projet sont présentées en séance afin d’avoir une première idée du projet.

INFORMATION

V- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

10. Personnel : avancement de grade

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 34,
Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 24 septembre 2007 déterminant les taux de promotion pour les avancements de grade,
Vu l’avis de la commission administrative paritaire,

Considérant les états de service des agents concernés et de leur éligibilité au titre de l’avancement de grade, il convient de créer les emplois correspondants.

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire, conformément aux dispositions fixées par l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984,

De créer les emplois suivants :

- un poste d’adjoint technique principal 2^{ème} classe à temps non complet, à raison de 33 heures/semaine,
 - un poste d’agent de maîtrise principal à temps complet,
 - un poste d’attaché hors classe à temps complet,
- à compter du 1^{er} mars 2018,

De supprimer les emplois suivants :

- un poste d’adjoint technique territorial à temps non complet, à raison de 33 heures / semaine, créée par délibération n° 2010/4 du 15 janvier 2010,
- un poste d’agent de maîtrise à temps complet, créée par délibération n°2017-007, en date du 30 janvier 2017,
- un poste d’attaché principal à temps complet, créée par délibération n° 2015/080 en date du 22 juin 2015,

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Adopter la proposition du Président,

Créer les postes d’adjoint technique principal 2^{ème} classe, d’agent de maîtrise principal et d’attaché hors classe à compter du 1^{er} mars 2018,

Supprimer les postes d’adjoint technique, d’agent de maîtrise et d’attaché principal,

Modifier en conséquence le tableau des emplois
Dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VI- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération du 28 septembre 2015 modifiée relative aux délégations de pouvoir données au Président par le Conseil communautaire,

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant dans la limite de 1 000 000 € à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget
- Concernant l'exercice au nom de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire des actions en justice ou la défense dans les actions intentées à son encontre
- Décider de la conclusion de convention de gestion sans incidence financière pour le budget intercommunal

Présentation des décisions passées en février 2018 :

Date	Objet	Montant HT
6 février	DECI 006 Acquisition de terminaux pour les déchetteries	3 637,60 € HT Société Balère
19 février	DECI 007 Signalétique touristique Château de Barbarin	2 098,49 € HT Société Signaux Girod Rhône Alpes
20 février	DECI 008 Convention de servitude parcelle cadastrée ZI 199 à Beaurepaire	Société ENEDIS
23 février	DECI 009 Avenant au bail professionnel – Maison de santé pluri professionnelle	Mr SIMONETTI – Praticien hypnose (changement de n° parcelle de parking)

Le conseil communautaire est invité à :
Prendre acte des présentes décisions

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VII- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

11. SCOT des Rives du Rhône – modification de la liste des représentants

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
Vu les statuts du Scot des Rives du Rhône,

Vu la délibération du 24 juillet 2017 relative à la demande d'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire au Scot des Rives du Rhône,
Vu la délibération du 26 février 2018 relative à la désignation des représentants au SCOT des Rives du Rhône,

Considérant que la demande d'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire au Scot des Rives du Rhône a été approuvée,

Considérant que de par cette adhésion, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire bénéficie de sièges afin d'être représentée au sein du conseil syndical,

Considérant la clé de répartition des sièges entre les différentes collectivités (répartition proportionnelle au poids démographique),

Considérant les contraintes d'un représentant titulaire,

Il est proposé de modifier la liste des représentants et retenir la suivante :

Titulaires	Suppléants
Claude NICAISE	Philippe MIGNOT
Jean Louis DELAY	Elisabeth TYRODE
Angéline APPRIEUX	Sylvie DEZARNAUD
Christian FANJAT	Christian NUCCI

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider d'annuler la délibération du 26 février 2018 et la remplacer par les dispositions suivantes,

Désigner les représentants délégués suivants de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour siéger au conseil syndicat du Scot des Rives du Rhône,

Titulaires	Suppléants
Claude NICAISE	Philippe MIGNOT
Jean Louis DELAY	Elisabeth TYRODE
Angéline APPRIEUX	Sylvie DEZARNAUD
Christian FANJAT	Christian NUCCI

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VIII- QUESTIONS DIVERSES

